



## Brexit: comment la finance veut gagner de tous les côtés à la fois

Par [Olivier Petitjean](#)

Mondialisation.ca, 10 juin 2019

[Observatoire des multinationales](#) 6 juin  
2019

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Économie](#)

Pendant que l'impasse des négociations entre Londres et Bruxelles accapare toute l'attention, la bataille fait rage sur le continent pour attirer les dépouilles de la City. Mais tout en encourageant les gouvernements à rivaliser de largesses, le secteur financier, emmené par les géants de Wall Street, poursuit discrètement une stratégie de plus long terme. Son but ? Façonner les futures relations entre Union européenne et Royaume-Uni à son avantage, en s'inspirant des dispositions les plus controversées des accords de libre-échange comme le Tafta. Enquête de l'Observatoire des multinationales et de partenaires européens dans le cadre du réseau ENCO.

Au lendemain du référendum sur le Brexit, le 23 juin 2016, on aurait pu croire que les dirigeants français n'attendaient que ça. Quelques jours plus tard, ils étaient déjà entrés en campagne. L'objectif ? Attirer les banquiers et les traders de la City à Paris. La sortie programmée du Royaume-Uni de l'Union européenne signifie la fin du « passeport financier », autrement dit de l'accès automatique de l'industrie financière britannique au continent. Et donc la nécessité de relocaliser hors de Londres une partie des 320 000 emplois directs que représente le secteur. La City, ce sont 150 milliards de livres sterling de revenus par an (environ 170 milliards d'euros), dont 20% concernent des activités dans l'Union européenne gérées depuis Londres. Une belle proie en perspective.

Dès le 6 juillet, soit moins de deux semaines après le vote des Britanniques, le premier ministre Manuel Valls annonçait une première série de mesures fiscales et réglementaires visant à rendre la place de Paris plus « attractive » pour les banquiers. Elles ne seront pas les dernières. Côté français, c'est la mobilisation générale. Les représentants de Paris Europlace, le lobby de la Bourse, se rendent tous les mois à Londres ou à New York pour faire les yeux doux à l'industrie financière. Des ministres et des présidents de régions contribuent eux aussi à l'opération séduction. Le tout à grand renfort de comm' et de campagnes publicitaires plus ou moins subtiles, comme celle de l'automne 2016 jouant sur les clichés pour inviter les Londoniens « fatigués du brouillard » (*tired of the fog*) à « essayer les grenouilles » (*try the frogs*).



Non seulement Paris, mais aussi Francfort, Dublin, Amsterdam, Luxembourg, Madrid, Milan et quelques autres se sont mis en tête d'attirer eux aussi une partie des dépouilles de la City. L'un des effets immédiats du Brexit aura été non pas de ressouder l'Europe des « 28-1 », mais plutôt de réveiller l'esprit de rivalité économique, avec la Grande-Bretagne et au sein même de l'Union. Leur cible commune à tous, ce sont essentiellement les géants de Wall Street comme Goldman Sachs, Morgan Stanley, JP Morgan ou Bank of America Merill Lynch, qui avaient auparavant basé l'essentiel de leurs activités européennes à Londres.

### Opération séduction

Chaque pays et chaque capitale, chacun selon son style, fait valoir ses avantages pour charmer l'industrie financière ou encourager les grandes entreprises à relocaliser leur siège social. Certains insistent sur le faible niveau de taxation, d'autres sur leur cadre réglementaire, ou d'autres encore sur le climat et la qualité de vie. Banques et multinationales n'ont plus qu'à faire leur « shopping », en faisant miroiter quelques dizaines d'emplois pour obtenir des conditions avantageuses et peser sur les orientations des gouvernements. Ils sont invités partout, partout les bienvenus. Le moindre tweet du patron de Goldman Sachs ou de Google vantant la nourriture française, la liberté britannique ou la stabilité allemande devient un événement...



Lloyd Blankfein

✓@lloydblankfein

Just left Frankfurt. Great meetings, great weather, really enjoyed it. Good, because I'll be spending a lot more time there. [#Brexit](#)

[5 505](#)

[08:50 - 19 oct. 2017](#)

[Informations sur les Publicités Twitter et confidentialité](#)

4 340 personnes parlent à ce sujet



Lloyd Blankfein

✓@lloydblankfein

Struck by the positive energy here in Paris. Strong govt and biz leaders are committed to economic reform and are well thru the first steps. And the food's good too!

[1 096](#)

[13:09 - 14 nov. 2017](#)

[Informations sur les Publicités Twitter et confidentialité](#)

441 personnes parlent à ce sujet

Un [nouveau rapport](#) publié ce jour par l'Observatoire des multinationales avec Corporate Europe Observatory, LobbyControl et SpinWatch dans le cadre du réseau ENCO montre que l'industrie bancaire ne s'est pas arrêtée en si bon chemin. Les grandes banques européennes et nord-américaines (y compris les françaises BNP Paribas et Société générale) ont profité du Brexit pour soigner leur image et fait plaisir aux leaders politiques en relocalisant quelques postes à Paris. Elles en ont aussi joué pour obtenir toute une série de mesures favorables à leurs intérêts, en France mais aussi au niveau européen, avec par exemple le gel de la taxe sur les transactions financières.

Derrière le Brexit, un Tafta de la finance

Mais dans le même temps, de manière bien plus discrète, elles poursuivent aussi une stratégie de plus long terme, en essayant de façonner les futures relations entre Union européenne et Royaume-Uni à leur avantage. Et notamment d'obtenir ce qu'elles n'ont pu obtenir ni avec le Tafta ni avec le Ceta : la possibilité pour les banques de poursuivre des gouvernements devant des tribunaux d'arbitrage privés en cas de réformes nuisant à leurs intérêts, et un mécanisme de « coopération réglementaire », autrement dit l'élaboration des futures régulations financières au sein de comités opaques largement ouverts aux lobbyistes du secteur privé. Ces deux dispositifs - au centre de la contestation des accords de libre-échange comme le Tafta - n'ont jamais encore été étendus aux services financiers.

Les négociations de l'accord de sortie de la Grande-Bretagne, avec ses rebondissements et ses impasses, ont accaparé toute l'attention ces derniers mois. En ce moment, la City pourrait sembler perdante : elle n'avait, dans sa majorité, pas voulu le Brexit, et elle ne réussira pas à garder son passeport financier européen. Dans les coulisses, cependant, les lobbyistes de la finance se préoccupent déjà de l'étape suivante, à savoir le futur accord commercial qui régira les relations entre les deux rives de la Manche. En jeu : l'avenir à long terme de la régulation financière, en Europe et au-delà. Et le risque d'en revenir à la situation qui prévalait avant 2008, ou pire.

Notre enquête en deux volets :

✘ Volet 1 : [« Mon amie la finance » : comment le Brexit a jeté la France dans les bras de Wall Street](#)

✘ Volet 2 : [Les dangereux projets du lobby financier pour l'Europe post-Brexit](#)

✘ Cette enquête est le fruit d'une collaboration entre l'Observatoire des multinationales, Corporate Europe Observatory, SpinWatch et LobbyControl dans le cadre du réseau ENCO (European Network of Corporate Observatories).  
Lire notre rapport : [Brexit, Financial Sector Lobbying and Regulatory Cooperation](#).

La source originale de cet article est [Observatoire des multinationales](#)

Copyright © [Olivier Petitjean](#), [Observatoire des multinationales](#), 2019

---

Articles Par : [Olivier Petitjean](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)